

La filière fruits et légumes veut du temps pour trouver des alternatives aux produits phytosanitaires

Les producteurs de fruits et légumes s'estiment attaqués injustement pour leur utilisation de produits phytosanitaires et demandent qu'on leur laisse le temps de trouver des solutions alternatives avant de les interdire.

Alors que le Parlement s'apprête à proscrire les néonicotinoïdes, des insecticides néfastes aux abeilles, que le ministère de l'Agriculture vient d'interdire le diméthoate pour le traitement des cerisiers car il présente des *"risques inacceptables"* pour le consommateur, les cultivateurs et la faune,

selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), et qu'il lance le plan de réduction des produits phytosanitaires Ecophyto 2, le président de la branche fruits de la FNSEA, Luc Barbier, estime *"qu'on est en train de tuer une filière"*. Le diméthoate, a-t-il insisté lors du Medfel, salon qui réunit des professionnels du secteur cette semaine à Perpignan, est la *"seule molécule efficace"* pour lutter contre la drosophile suzikii, ou moucheron asiatique, qui s'attaque en premier aux cerises. *"Le diméthoate permettait de contenir la population du ravageur."*

"Si on ne la maîtrise pas, ce sera aussi une catastrophe pour les autres produits: pêches, nectarines, fraises, cassis, raisins...", affirme-t-il. L'entreprise l'As du Ventoux, qui commercialise ses cerises sous la marque Joyaux des Gordes, n'a pas ainsi pas donné prévisions de volumes pour cette année, alors qu'elle avait vendu 1.500 tonnes en 2015. Ce moucheron qui est apparu il y a cinq ans en France, n'est pas le seul ravageur à migrer grâce à des échanges internationaux démultipliés, et au changement climatique.

Il y a également la mouche du poireau, venue de l'est ou la Xylella Fastidiosa, bactérie qui ravage les oliviers en Italie et dont on a trouvé des cas en Corse. *"Il faut avoir une longueur d'avance, et si on a des solutions, il faut les mettre en place, alors conservons ces produits en ayant une analyse fine des doses à utiliser"*, propose Jacques Rouchaussé, président des producteurs de légumes de France ainsi que du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes. Car, estime-t-il, entre les *"précautions prises par les agriculteurs et la réglementation draconienne"*, la *"sécurité alimentaire en France est extraordinaire"*.

"Démarche brutale"

De plus c'est une question d'équilibre économique, soulignent les professionnels. *"Si je rate la protection contre le mildiou sur ma vigne, je vais déposer le bilan, je vais vendre ma maison, ma femme va divorcer. Le jour où je traite j'ai tout ça en tête"*, dit Daniel Sauvaitre, cultivateur en Aquitaine et par ailleurs président de l'Association française pommes-poires. Il explique être *"inquiet parce qu'aujourd'hui je me demande si on ne va pas passer par un moment un peu obscurantiste, où on jette le bébé avec l'eau du bain"*.

Que devons-nous assumer comme choix pour produire? Vaut-il mieux abandonner une production plutôt que chercher à la protéger?" Les maraîchers et arboriculteurs arguent qu'ils font déjà des efforts pour réduire les produits phytosanitaires en utilisant des méthodes alternatives comme la confusion sexuelle, le biocontrôle ou encore la protection biologique intégrée, c'est-à-dire l'utilisation d'insectes comme les coccinelles pour venir à bout des pucerons.

"Tous les arboriculteurs et les maraîchers sont des agronomes, ils ont des familles, des salariés. A moins d'être totalement inconscient on souhaite bien travailler", assure M. Sauvaitre. *"On n'a pas attendu Dominique Potier (député PS et rapporteur du rapport sur Ecophyto) ou Stéphane Le Foll pour faire des efforts, mais laissez-nous le temps de nous approprier les nouvelles technologies"*, clame M. Barbier. Car *"on se coupe le bras si on n'a pas de produits de substitution"* aux substances interdites, selon M. Rouchaussé.

Il regrette notamment *"la démarche brutale"* selon lui d'interdiction du diméthoate, alors qu'on *"aurait dû mettre des moyens au préalable"* pour protéger la production. Pour M. Rouchaussé, *"trouver une solution ne se fait pas en six mois, ni même en un an, il faut des années de recherche"*, donc du temps, des moyens, et un *"partenariat"* de toute la filière: autorités, centres techniques et professionnels.

Source : <http://www.pleinchamp.com/fruits-et-legumes/actualites/cerises-apres-l-interdiction-d-un-insecticide-les-producteurs-s-inquietent-pour-leur-recolte>